



**PREFECTURE
REGION ILE DE
FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°IDF-028-2021-08

PUBLIÉ LE 18 AOÛT 2021

Sommaire

Agence Régionale de Santé / Direction de l'autonomie

IDF-2021-08-09-00062 - Arrêté n°045-2021 portant délégation de signature "Ordonnateur" de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France (2 pages)	Page 3
IDF-2021-08-09-00063 - Arrêté n°046/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France (2 pages)	Page 6
IDF-2021-08-09-00064 - Arrêté n°047/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France (2 pages)	Page 9
IDF-2021-08-09-00065 - Arrêté n°048/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générales de l'Agence Régionale de Santé Ile de France (2 pages)	Page 12
IDF-2021-08-09-00061 - Arrêté n°DS 2021-028 portant délégation de signature (2 pages)	Page 15

Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d Île-de-France / secrétariat de direction

IDF-2021-08-18-00006 - Arrêté n° 2021-101?? Portant subdélégation de signature en matière d ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l État aux agents de la DRIEETS d Île-de-France (11 pages)	Page 18
--	---------

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-08-09-00062

Arrêté n°045-2021 portant délégation de signature "Ordonnateur" de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N°045 /2021

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE « ORDONNATEUR » DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1432-2 et R-1432-55 ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France à compter du 9 août 2021 ;

- CONSIDÉRANT** les centres de responsabilité budgétaires (ci-après dénommés CRB) entre lesquels sont répartis les autorisations d'engagements et crédits de paiements budgétaires alloués à l'Agence régionale de santé Île-de-France :
- CRB Pilotage ci-après dénommé CRB PILOT
 - CRB Frais généraux ci-après dénommé CRB FG
 - CRB Immobilier ci-après dénommé CRB IMMO
 - CRB Logistique et sécurité ci-après dénommé CRB LOG
 - CRB Soutien juridique ci-après dénommé CRB JURIS
 - CRB Masse salariale ci-après dénommé CRB PAYE
 - CRB Recrutement et formation ci-après dénommé CRB FOREC
 - CRB Relations sociales ci-après dénommé CRB SOC
 - CRB Innovation, recherche et transformation numérique ci-après dénommé CRB DINO
 - CRB Informatique ci-après dénommé CRB SI
 - CRB Veille et sécurité sanitaire ci-après dénommé CRB DVSS
 - CRB Santé publique ci-après dénommé CRB DSP
 - CRB Offre de soins ci-après dénommé CRB DOS
 - CRB Autonomie ci-après dénommé CRB DA
 - CRB Communication ci-après dénommé CRB COM
 - CRB Documentation ci-après dénommé CRB DOC
 - CRB Démocratie sanitaire ci-après dénommé CRB DEMOS ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1^{er} :** En cas d'empêchement de **Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'Autonomie**, délégation de signature est donnée à **Madame Céline BOREUX, Responsable du département Offre aux Personnes Agées**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des autorisations d'engagement allouées au **CRB DA**, les actes valant engagement juridique :
- **inférieur ou égal à 150 000 euros HT** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget principal,
 - **et sans limitation de montant** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget annexe.
- ARTICLE 2^e :** Délégation de signature est donnée à **Madame Céline BOREUX, Responsable du département Offre aux Personnes Agées**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des crédits de paiement alloués au **CRB DA**, la certification des services faits valant ordre de payer donné au comptable.
- ARTICLE 3^e :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint Denis, le 9 août 2021

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

SIGNÉ

Amélie VERDIER

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-08-09-00063

Arrêté n°046/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N° 046 /2021

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE « ORDONNATEUR » DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1432-2 et R-1432-55 ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France à compter du 9 août 2021 ;

- CONSIDÉRANT** les centres de responsabilité budgétaires (ci-après dénommés CRB) entre lesquels sont répartis les autorisations d'engagements et crédits de paiements budgétaires alloués à l'Agence régionale de santé Île-de-France :
- CRB Pilotage ci-après dénommé CRB PILOT
 - CRB Frais généraux ci-après dénommé CRB FG
 - CRB Immobilier ci-après dénommé CRB IMMO
 - CRB Logistique et sécurité ci-après dénommé CRB LOG
 - CRB Soutien juridique ci-après dénommé CRB JURIS
 - CRB Masse salariale ci-après dénommé CRB PAYE
 - CRB Recrutement et formation ci-après dénommé CRB FOREC
 - CRB Relations sociales ci-après dénommé CRB SOC
 - CRB Innovation, recherche et transformation numérique ci-après dénommé CRB DINO
 - CRB Informatique ci-après dénommé CRB SI
 - CRB Veille et sécurité sanitaire ci-après dénommé CRB DVSS
 - CRB Santé publique ci-après dénommé CRB DSP
 - CRB Offre de soins ci-après dénommé CRB DOS
 - CRB Autonomie ci-après dénommé CRB DA
 - CRB Communication ci-après dénommé CRB COM
 - CRB Documentation ci-après dénommé CRB DOC
 - CRB Démocratie sanitaire ci-après dénommé CRB DEMOS ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1^{er} :** En cas d'empêchement de **Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'Autonomie**, délégation de signature est donnée à **Madame Solenne de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'Autonomie**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des autorisations d'engagement allouées au **CRB DA**, les actes valant engagement juridique :
- **inférieur ou égal à 150 000 euros HT** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget principal,
 - **et sans limitation de montant** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget annexe.
- ARTICLE 2^e :** Délégation de signature est donnée à **Madame Solenne de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'Autonomie**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des crédits de paiement alloués au **CRB DA**, la certification des services faits valant ordre de payer donné au comptable.
- ARTICLE 3^e :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint Denis, le 9 août 2021

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

SIGNÉ

Amélie VERDIER

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-08-09-00064

Arrêté n°047/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Ile de France

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N° 047 /2021

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE « ORDONNATEUR » DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE
L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1432-2 et R-1432-55 ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France à compter du 9 août 2021 ;

- CONSIDÉRANT** les centres de responsabilité budgétaires (ci-après dénommés CRB) entre lesquels sont répartis les autorisations d'engagements et crédits de paiements budgétaires alloués à l'Agence régionale de santé Île-de-France :
- CRB Pilotage ci-après dénommé CRB PILOT
 - CRB Frais généraux ci-après dénommé CRB FG
 - CRB Immobilier ci-après dénommé CRB IMMO
 - CRB Logistique et sécurité ci-après dénommé CRB LOG
 - CRB Soutien juridique ci-après dénommé CRB JURIS
 - CRB Masse salariale ci-après dénommé CRB PAYE
 - CRB Recrutement et formation ci-après dénommé CRB FOREC
 - CRB Relations sociales ci-après dénommé CRB SOC
 - CRB Innovation, recherche et transformation numérique ci-après dénommé CRB DINO
 - CRB Informatique ci-après dénommé CRB SI
 - CRB Veille et sécurité sanitaire ci-après dénommé CRB DVSS
 - CRB Santé publique ci-après dénommé CRB DSP
 - CRB Offre de soins ci-après dénommé CRB DOS
 - CRB Autonomie ci-après dénommé CRB DA
 - CRB Communication ci-après dénommé CRB COM
 - CRB Documentation ci-après dénommé CRB DOC
 - CRB Démocratie sanitaire ci-après dénommé CRB DEMOS ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1^{er} :** En cas d'empêchement de **Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'Autonomie** et de **Madame Solenne de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'Autonomie**, délégation de signature est donnée à **Madame Charlotte FAISSE, Responsable du Département Offre à la Personne Handicapée**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des autorisations d'engagement allouées au CRB DA, les actes valant engagement juridique :
- **inférieur ou égal à 150 000 euros HT** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget principal,
 - **et sans limitation de montant** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget annexe.
- ARTICLE 2^e :** Délégation de signature est donnée à **Madame Charlotte FAISSE, Responsable du Département Offre à la Personne Handicapée**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des crédits de paiement alloués au **CRB DA**, la certification des services faits valant ordre de payer donné au comptable.
- ARTICLE 3^e :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint Denis, le 09/08/2021

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

SIGNÉ

Amélie VERDIER

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-08-09-00065

Arrêté n°048/2021 portant délégation de signature "ordonnateur" de la directrice générales de l'Agence Régionale de Santé Ile de France

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N° 048 /2021

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE « ORDONNATEUR » DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE
L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1432-2 et R-1432-55 ;
- VU** le décret du 28 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France à compter du 9 août 2021 ;

- CONSIDÉRANT** les centres de responsabilité budgétaires (ci-après dénommés CRB) entre lesquels sont répartis les autorisations d'engagements et crédits de paiements budgétaires alloués à l'Agence régionale de santé Île-de-France :
- CRB Pilotage ci-après dénommé CRB PILOT
 - CRB Frais généraux ci-après dénommé CRB FG
 - CRB Immobilier ci-après dénommé CRB IMMO
 - CRB Logistique et sécurité ci-après dénommé CRB LOG
 - CRB Soutien juridique ci-après dénommé CRB JURIS
 - CRB Masse salariale ci-après dénommé CRB PAYE
 - CRB Recrutement et formation ci-après dénommé CRB FOREC
 - CRB Relations sociales ci-après dénommé CRB SOC
 - CRB Innovation, recherche et transformation numérique ci-après dénommé CRB DINO
 - CRB Informatique ci-après dénommé CRB SI
 - CRB Veille et sécurité sanitaire ci-après dénommé CRB DVSS
 - CRB Santé publique ci-après dénommé CRB DSP
 - CRB Offre de soins ci-après dénommé CRB DOS
 - CRB Autonomie ci-après dénommé CRB DA
 - CRB Communication ci-après dénommé CRB COM
 - CRB Documentation ci-après dénommé CRB DOC
 - CRB Démocratie sanitaire ci-après dénommé CRB DEMOS ;

ARRÊTE

- ARTICLE 1^{er} :** En cas d'empêchement de **Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'Autonomie** et de **Madame Solenne de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'Autonomie**, délégation de signature est donnée à **Madame Nathalie MONTANGON, responsable du Département Efficience et Financement**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des autorisations d'engagement allouées au **CRB DA**, les actes valant engagement juridique :
- **inférieur ou égal à 150 000 euros HT** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget principal,
 - **et sans limitation de montant** pour les actes relevant des autorisations d'engagement ouvertes sur le budget annexe.
- ARTICLE 2^e :** Délégation de signature est donnée à **Madame Nathalie MONTANGON, responsable du Département Efficience et Financement**, à effet de signer, dans le cadre exclusif des crédits de paiement alloués au **CRB DA**, la certification des services faits valant ordre de payer donné au comptable.
- ARTICLE 3^e :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Fait à Saint Denis, le 09/08/2021

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
Île-de-France

SIGNÉ

Amélie VERDIER

Agence Régionale de Santé

IDF-2021-08-09-00061

Arrêté n°DS 2021-028 portant délégation de
signature

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

ARRÊTÉ N°DS 2021-028

portant délégation de signature

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE

- VU** le code de la santé publique et notamment le titre III du livre IV de la première partie consacré aux Agences régionales de santé ;
- VU** le code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** le code du travail ;
- VU** le code de la défense ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le décret du 31 juillet 2021 portant nomination de Madame Amélie VERDIER, Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France, à compter du 9 août 2021 ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'autonomie, à effet de signer tous les actes relevant de sa direction.

Cette délégation inclut la signature de tous les actes ou pièces relatifs aux procédures contentieuses relevant des actes faisant grief dans les domaines visés ci-dessus et la désignation des agents, placés sous son autorité, chargés d'assurer la représentation de l'Agence régionale de santé Île-de-France à l'audience dans le cadre desdites procédures.

Article 2

Demeurent réservés à la signature de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé Île-de-France :

- Les actes de saisine des tribunaux administratifs et de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France
- Les arrêtés d'autorisation, de modification, de transfert ou de cessation d'activité des structures relevant de la compétence de l'Agence régionale de santé Île-de-France
- Les correspondances adressées au Président de la République, aux Ministres, aux membres du gouvernement, aux parlementaires et aux Présidents des conseils régionaux et départementaux.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'autonomie, la délégation qui lui est conférée est donnée à Madame Solenne de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'autonomie.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle BILGER, Directrice de l'autonomie, et de Madame de ZELICOURT, Directrice adjointe de l'autonomie, délégation de signature est donnée, dans la limite de leur champ de compétence, à :

- Madame Céline BOREUX, Responsable du département offre personnes âgées
- Madame Nathalie MONTANGON, Responsable du département efficacité et financement
- Madame Charlotte FAÏSSE, Responsable du département offre personnes handicapées.

Article 5

L'arrêté n° DS-2019/024 du 3 avril 2019 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France est abrogé.

Article 6

La Directrice de l'autonomie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France.

Fait à Saint-Denis, le 9 août 2021

La Directrice générale
de l'Agence régionale de santé
d'Île-de-France

SIGNÉ

Amélie VERDIER

Direction régionale et interdépartementale de
l'économie, de l'emploi, du travail et des
solidarités d Île-de-France

IDF-2021-08-18-00006

Arrêté n° 2021-101

Portant subdélégation de signature en matière
d ordonnancement secondaire des recettes et
des dépenses de l État aux agents de la DRIEETS
d Île-de-France



Arrêté n° 2021-101

Portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État aux agents de la DRIEETS d'Île-de-France

LE PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE
PRÉFET DE PARIS
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relatives aux lois de finances ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi du 4 juillet 1837 modifiée relative aux poids et mesures ;

VU le décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifié, modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968, et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de l'État ;

VU le décret 2020-139 du 19 février 2020 modifiant certaines dispositions relatives à la préfecture de la région d'Île de France, préfecture de Paris ;

VU le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Marc GUILLAUME en qualité de préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75-2021-03-30-00003 du 30 mars 2021 portant organisation de la direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail, et des solidarités d'Île-de-France ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2021 nommant M. Gaëtan RUDANT en qualité de directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France à compter du 1^{er} avril 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral IDF-2021-06-06-28-00008 du 28 juin 2021 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre de ses responsabilités de niveau régional ;

VU l'arrêté du préfet de région, préfet de Paris 75-2021-04-12-00010 du 12 avril 2021 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre du département de Paris

VU l'arrêté du préfet des Hauts-de-Seine PCI 2021-026 du 16 avril 2021 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre du département des Hauts-de-Seine ;

VU l'arrêté du préfet de la Seine-Saint-Denis 2021-1939 du 19 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre du département de la Seine-Saint-Denis ;

VU l'arrêté du préfet du Val-de-Marne 2021-1318 du 19 avril 2021 portant délégation de signature à M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire au titre du département du Val-de-Marne ;

ARRÊTE

SECTION 1 – SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS DE L'UNITÉ RÉGIONALE

ARTICLE 1 : M. Gaëtan RUDANT en qualité de responsable de budget opérationnel de programme délégué, donne subdélégation de signature à :

- Mme Liliane JABOL, cheffe de la mission du pilotage budgétaire régional
- Mme Ginou-Gabrielle GAMBIE, gestionnaire budgétaire
- M. David KOULIBALY

Pour recevoir et mettre à disposition des services responsables d'unités opérationnelles les crédits des budgets opérationnels des programmes régionaux suivants :

- **102** « Accès et retour à l'emploi » ;
- **103** « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;
- **177** « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Action 12 ;
- **304** « Inclusion sociale et protection des personnes » - Actions 15, 16, 17 et 19.

Pour procéder à des réallocations en cours d'exercice budgétaire entre les services chargés de l'exécution de la dépenses au titre des budgets des programmes cités, ci-dessus.

ARTICLE 2 : Subdélégation de signature est donnée sous la forme d'une habilitation à valider dans l'application financière CHORUS, les opérations d'ordonnancement secondaire et les actes de gestion en qualité de service prescripteur pour les recettes et les dépenses de l'État, aux agents désignés ci-après :

- Au titre des programmes visés à l'article 4

- Mme Liliane JABOL, cheffe de la mission du pilotage budgétaire régional
- Mme Ginou-Gabrielle GAMBIE, gestionnaire budgétaire et comptable
- M. David KOULIBALY

- Au titre des crédits communautaires visés à l'article 10

- M. Yannick YAO, chef du service gestion financière et méthodes
- M. Philippe LEMOINE, chargé de mission, responsable de la gestion financière
- Mme Nathalie EMIDOF, gestionnaire financier
- Mme Imen TOUIHRI JLIZI, gestionnaire financier

ARTICLE 3 : Subdélégation de signature est donnée à Mme Liliane JABOL, cheffe de la mission du pilotage budgétaire régional, à l'effet de signer tous actes budgétaires et comptables ou pièces dans le périmètre de la mission du pilotage budgétaire régional y compris en sa qualité de responsable de rattachement des opérations d'inventaire comptable.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Sophie CHAILLET, conseillère solidarité, chargée des affaires générales
- Mme Sophie HUG, directrice de cabinet
- M. Benjamin LEPERCHEY, responsable du pôle économie, emploi et solidarités
- Mme Murielle LIZZI, responsable du pôle C
- Mme Catherine PERNETTE, responsable du pôle travail

à l'effet de signer, tous actes budgétaires et comptables, arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris les prescriptions quadriennales, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes suivants :

- **102** «Accès et retour à l'emploi»,
- **103** «Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi»,
- **104** «Intégration et accès à la nationalité française » action 12,
- **111** «Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail»,
- **124** «Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales »,
- **134** «Développement des entreprises et de l'emploi»,
- **148** «Fonction publique »,
- **155** «Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail»,
- **157** «Handicap et dépendance »,
- **177** « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - action 12,
- **183** « Protection maladie»,
- **304** « Inclusion sociale et protection des personnes»,
- **305** « Stratégies économiques »,
- **364** « Cohésion »,
- **354** «Administration territoriale de l'État»
- **362** « Écologie »,
- **363** « Compétitivité »,
- **723** « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État ».

PÔLE APPUI AUX MÉTIERS et CABINET

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, de Mme Sophie CHAILLET et de Mme Sophie HUG, subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Gwenaëlle BOISARD, responsable du pôle appui métier
- Mme Laurence GREZE, responsable du service communication
- Mme Anne-Lise AUCOUTURIER, responsable du service études, statistique et évaluation
- Mme Anne MERONO, cheffe du service pilotage ressources humaines
- M. Thierry LARTIGUE, chef du service régional de prévention et action sociale
- M. Jacky HAZIZA, chef du service interdépartemental DRIEETS, commission médical et commission de réforme
- M. Freddy FRANCOISE, chef du service des systèmes d'information et de communication

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes de l'État, dans le cadre des programmes suivants :

- **124** «Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales »,
- **155** «Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail »,
- **354** «Administration territoriale de l'État»,
- **362** « Écologie »,
- **363** « Compétitivité »,
- **723** « Opérations immobilières et entretiens des bâtiments de l'État ».

Toute dépense supérieure à 400 000 euros pour les quatre derniers programmes cités, devra faire l'objet d'un visa préalable du préfet de la région d'Île-de-France.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, subdélégation est donnée à :

- Mme Sophie CHAILLET, conseillère solidarité, chargée des affaires générales
- Mme Gwenaëlle BOISARD, responsable du pôle appui métier

à l'effet de signer toutes les pièces relatives à la passation et à l'exécution des accords-cadres et des marchés passés dans le cadre des programmes visés à l'article 4, y compris les arrêtés relatifs à la composition et au mode de fonctionnement des jurys.

PÔLE ECONOMIE, EMPLOI ET SOLIDARITÉS

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, et de M. Benjamin LEPERCHEY, subdélégation de signature est donnée à :

- M. Alexandre MARTINET, adjoint au responsable du pôle économie, emploi et solidarités

à l'effet de signer, dans la limite des attributions du pôle, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes de l'État dans le cadre des programmes suivants :

- **102** « Accès et retour à l'emploi »,
- **103** « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »,
- **104** « Intégration et accès à la nationalité française » action 12,
- **124** « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales »,
- **148** « Fonction publique »,
- **155** « Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail », action 7 – FSE,
- **177** « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » action 12,
- **183** « Protection maladie »,
- **304** « Inclusion sociale et protection des personnes »,
- **305** « Stratégies économiques »,
- **364** « Cohésion ».

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, de M. Benjamin LEPERCHEY, et de M. Alexandre MARTINET, subdélégation de signature est donnée à :

- M. Emmanuel BEZY, chef du département solidarités emploi
- Mme Catherine TOURTIER, cheffe du département certification

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes de l'État dans le cadre des programmes cités à l'article 7.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 7 et 8, subdélégation de signature est donnée à :

- M. Gérard SCHERRER, chef du service protection et insertion des majeurs
- M. Sébastien AGOT, chef du service protection et insertion des jeunes
- M. David ANGLARET, chef du service développement des compétences

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes de l'État dans le cadre des programmes cités à l'article 7.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, subdélégation est donnée à :

- M. Benjamin LEPERCHEY, responsable du pôle économie, emploi et solidarités

- M. Patrick GUYOT, chef du département du fonds social européen

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes budgétaires et comptables, arrêtés, décisions, pièces ou conventions y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale, pour procéder à l'ordonnancement des recettes et des dépenses relatives aux crédits communautaires du « Fonds social européen » (FSE) et de « l'Initiative pour l'emploi des jeunes » (IEJ) et au programme 155, action 7 (FSE).

ARTICLE 11 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 10, subdélégation est donnée à :

- M. Maxime NAWRACALA, chef du service projets régionaux
- M. Yannick YAO, chef du service gestion financière et méthodes
- Mme Liana CAMARUT, cheffe du service programmation et organismes intermédiaires

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes budgétaires et comptables, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement des recettes et des dépenses relatives aux crédits communautaires du « Fonds sociale européen » (FSE) et de « l'initiative pour l'emploi des jeunes » (IEJ) et au programme 155, action (FSE).

PÔLE CONCURRENCE

ARTICLE 12 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, et de Mme Murielle LIZZI, subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Stéphanie DEGULLY, cheffe du service des pratiques commerciales restrictives
- Mme Aurélie LEHOUCK cheffe du service pilotage général
- M. Philippe RICHARD, chef du service relations avec le public
- Mme Natalie CAUVIN, cheffe du service de la métrologie
- M. Christian BELNY, chef d'unité opérationnelle

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et recettes de l'État, du programme 134 « Développement des entreprises et de l'emploi », relevant de la compétence du Pôle C.

PÔLE TRAVAIL

ARTICLE 13 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gaëtan RUDANT, directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France et de Mme Catherine PERNETTE, responsable du pôle Travail, subdélégation de signature est donnée à :

- M. Sylvère DERNAULT, adjoint à la responsable du pôle T
- Mme Christelle CHAMBARLHAC, adjointe à la responsable du pôle T

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale, pour procéder à l'ordonnancement des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre du programme 111 « Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail ».

ARTICLE 14 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 13, subdélégation est donnée à :

- M. Guy LEBON, chef du service relations du travail

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État, dans le cadre du programme indiqué à l'article 13.

SECTION 2 – SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS DES UNITÉS DÉPARTEMENTALES

ARTICLE 15 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes suivants : **102, 103, 111, 104, 157, 177, 183, 304, 305, et 364** à :

- Mme Barbara CHAZELLE, directrice de l'unité départementale de PARIS
- Mme Claudine SANFAUTE, directrice de l'unité départementale des HAUTS-DE-SEINE
- M. Didier TILLET, directeur de l'unité départementale du VAL-DE-MARNE
- M. Eloy DORADO, directeur de l'unité départementale de la SEINE-SAINT-DENIS

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS

ARTICLE 16 : Subdélégation de signature est donnée sous la forme d'une habilitation à valider dans l'application financière chorus, les opérations d'ordonnancement secondaire et les actes de gestion en qualité de service prescripteur pour les recettes et les dépenses de l'État, aux agents désignés ci-après :

- M. Emmanuel DE BARRAU, gestionnaire budgétaire et comptable,
- Mme Sylviane DUNAJSKA, gestionnaire budgétaire et comptable.

ARTICLE 17 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Barbara CHAZELLE, subdélégation est donnée à

- M. Xavier RAHER, directeur adjoint de l'unité départementale

à l'effet de signer, dans la limite des attributions de l'unité départementale de Paris, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15 :

PÔLE EMPLOI SOLIDARITÉS

- M. François CHAUMETTE, chef du pôle entreprises, emploi et solidarités,

ARTICLE 18 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 17, subdélégation est donnée à :

- M. Jean-Philippe DEVOUCOUX, chef du département accompagnement des entreprises
- Mme Patricia RENUCCI, cheffe du département protection et insertion des jeunes
- Mme Corinne ROUXEL, cheffe du département protection et insertion des adultes

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

PÔLE TRAVAIL

ARTICLE 19 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Barbara CHAZELLE et de M. Xavier RAHER, subdélégation est donnée à :

- M. Patrice PEYTAVIN, directeur des relations et des services du travail
- M. Niklas VASSEUX, adjoint au directeur des relations et des services du travail

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre, des programmes indiqués à l'article 15.

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DES HAUTS-DE-SEINE

ARTICLE 20 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudine SANFAUTE, subdélégation est donnée à :

- M. Philippe LAGRANGE, directeur adjoint de l'unité départementale, à compter du 1^{er} septembre 2021,

à l'effet de signer, à compter du 1^{er} septembre, dans la limite des attributions de l'unité départementale des Hauts-de-Seine, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15 :

PÔLE EMPLOI SOLIDARITÉS

- Mme Magali BOUNAIX, cheffe du pôle entreprises, emploi et solidarités

ARTICLE 21 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 20 subdélégation est donnée à :

- Mme Nathalie LASMARRIGUES-MARQUIS, cheffe du département protection et insertion des adultes
- Mme Deborah GILBERT, cheffe du département protection et insertion des jeunes
- Mme Valérie HAVIEZ, cheffe du département accompagnement des entreprises
- Mme Pascale BLONDY, cheffe du département animation territoriale

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 22 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 20 et 21 subdélégation est donnée à :

- Mme Véronique DENIZOT, cheffe du service de protection des majeurs vulnérables
- Mme Stéphanie MEDARD, cheffe du service de protection de l'enfance et intégration
- Mme Nadia BOURAS, cheffe du service du développement de l'emploi et des compétences
- Mme Elisabeth CASTET, cheffe du service des restructurations

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

PÔLE TRAVAIL

ARTICLE 23 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudine SANFAUTE et de M. Philippe LAGRANCE, subdélégation est donnée à :

- M. Jérôme SAJOT, chef du pôle travail
- Mme Lolita REINA-RICO, adjointe au chef du pôle travail

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 24 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées l'article 23, subdélégation est donnée à :

- M. Yaël DEBRIL, chef du service des relations du travail

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

ARTICLE 25 : Subdélégation de signature est donnée sous la forme d'une habilitation à valider dans l'application financière chorus, les opérations d'ordonnancement secondaire et les actes de gestion en qualité de service prescripteur pour les recettes et les dépenses de l'État, à :

- Mme Catherine CORVO, gestionnaire budgétaire et comptable

ARTICLE 26 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eloy DORADO, subdélégation est donnée à :

- Mme Laurence DEGENNE-SHORTEN directrice adjointe de l'unité départementale

à l'effet de signer, dans la limite des attributions de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiquées à l'article 15.

PÔLE EMPLOI SOLIDARITES

ARTICLE 27 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 26 subdélégation est donnée à :

- Mme Anne GRANGE, cheffe du pôle Emploi et Solidarités, à compter du 1^{er} septembre 2021
- M. Théo COPPEL, chef du département animation territoriale
- M. Yves DOUBLIER, chef du département accompagnement des entreprises
- Mme Mélinda MARONE, cheffe du département protection et insertion des adultes
- M. Jean-Sébastien MELIN, chef du département protection et insertion des jeunes

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 28 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 subdélégation est donnée à :

- Mme Laurence RENAUDIE, cheffe du service inclusion
- Mme Ismahane ZERIBI, cheffe du service insertion par l'activité économique « IAE »

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

PÔLE TRAVAIL

ARTICLE 29 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eloy DORADO et de Mme Laurence DEGENNE-SHORTEN, subdélégation est donnée à :

- Mme Catherine BARRAS, cheffe du pôle politique du travail
- M. Ali KEBAL, responsable du service d'appui du système d'inspection du travail (SASIT)

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 30 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 29 subdélégation est donnée à :

- Mme Sylvie HEDDEBAUT, responsable du service accès au droit, renseignement du public, accords d'entreprise

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

UNITÉ DÉPARTEMENTALE DU VAL-DE-MARNE

ARTICLE 31 : Subdélégation de signature est donnée sous la forme d'une habilitation à valider dans l'application financière chorus, les opérations d'ordonnancement secondaire et les actes de gestion en qualité de service prescripteur pour les recettes et les dépenses de l'État, à :

- Mme Célia CLEMENT-DEMANGE, adjointe au responsable du service protection et insertion des jeunes, intégration

ARTICLE 32 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier TILLET, subdélégation est donnée à :

- M. Jean-Philippe GUILLOTON, directeur de l'unité départementale adjoint

à l'effet de signer, dans la limite des attributions de l'unité départementale du Val-de-Marne, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou convention, y compris ceux relatifs à la prescription quadriennale pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes dans le cadre des programmes indiquées à l'article 15.

PÔLE EMPLOI SOLIDARITÉS

ARTICLE 33 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 32, subdélégation est donnée à :

- M. Eric JANY, responsable du pôle entreprises, emploi et solidarités
- Mme Virginie RUE, adjointe au responsable du pôle entreprises, emploi et solidarités

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 34 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 32 et 33, subdélégation est donnée à :

- Mme Karima HALLAL, cheffe du département protection et insertion des jeunes, intégration
- Mme Peggy TRONY, cheffe du département accompagnement des entreprises

à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

Article 35 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées aux articles 32, 33 et 34 subdélégation est donnée à :

- Mme Audrey VENTADOUR, adjointe au chef de département protection et insertion des adultes
- Mme Clara SCHMID, adjointe au chef du département protection

PÔLE TRAVAIL

ARTICLE 36 : En cas d'absence ou d'empêchement de M Didier TILLET et de M. Jean-Philippe GUILLOTON, subdélégation est donnée à :

- Mme Sandra EMSELLEM, responsable du pôle travail, par intérim

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

ARTICLE 37 : En cas d'absence ou d'empêchement des personnes mentionnées à l'article 35, subdélégation est donnée à :

- M. Grégory BONNET, chef de la section centrale travail

à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, arrêtés, décisions, pièces ou conventions pour procéder à l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes de l'État dans le cadre des programmes indiqués à l'article 15.

SECTION 3 – SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE POUR LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

ARTICLE 38 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de valider tout ordre de mission et état de frais dans l'application CHORUS DT à :

POUR L'UNITÉ RÉGIONALE

- Mme Gwenaëlle BOISARD, responsable du pôle appui métier
- Mme Catherine PERNETTE, responsable du pôle travail
- Mme Christel LAMOUREUX, responsable du service régional de veille et d'appui au contrôle – Pôle T
- M. Frédéric LEONZI, chef de l'unité de lutte contre le travail illégal – Pôle T
- M. Thierry JOURNET, responsable de l'unité contrôle grands chantiers – Pôle T
- M. Guy LEBON, chef du service relations du travail – Pôle T
- Mme Aurélie LEHOUCK, cheffe du service pilotage – Pôle C
- Mme Stéphanie DEGUILLY, cheffe du service pratiques commerciales restrictives – Pôle C
- Mme Nathalie CAUVIN, cheffe du service métrologie légale – Pôle C
- Mme Marie PIQUE, cheffe du service BIEC – Pôle C
- M. Philippe RICHARD, chef du service accueil des publics – Pôle C
- Mme Françoise CHADUC, chargée de formation – Pôle C
- M. Alain DUPOUY, chef du département du contrôle de la formation professionnelle – Pôle EES
- Mme Sophie HUG, directrice de cabinet
- Mme Laurène PORET, attachée de direction

POUR L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE PARIS

- Mme Sylviane DUNAJSKA, chargée de mission pilotage politiques publiques

POUR L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE DES HAUTS-DE-SEINE

- Mme Claudine SANFAUTE, directrice de l'unité départementale des Hauts-de-Seine
- M. Philippe LAGRANGE, directeur adjoint de l'unité départementale des Hauts-de-Seine, à compter du 1^{er} septembre 2021
- Mme Magali BOUNAIX, cheffe du pôle entreprises, emploi et solidarités
- M. Jérôme SAJOT, chef du pôle travail
- Mme Lolita REINA-RICO, adjointe au chef du pôle travail

POUR L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

- M. Eloy DORADO, directeur de l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis
- Mme Laurence DEGENNE-SHORTEN, directrice adjointe de l'unité départementale de Seine-Saint-Denis
- Mme Catherine BARRAS, responsable du pôle politique du travail
- Mme Anne GRANGÉ, responsable du pôle emploi et solidarités, à compter du 1^{er} septembre 2021
- M. Ali KEBAL, adjoint à la cheffe du pôle politique du travail
- M. Théo COPPEL, chef du département animation territorial
- M. Yves DOUBLIER, chef du département accompagnement des entreprises
- Mme Melinda MARONE, cheffe du département protection et insertion des adultes
- M. Jean-Sébastien MELIN, chef du département protection et insertion des jeunes
- Mme Laurence RENAUDIE, cheffe du service inclusion
- Mme Ismahane ZERIBI, cheffe du service insertion par l'activité économique "IAE"

POUR L'UNITÉ DÉPARTEMENTALE DU VAL-DE-MARNE

- M. Bertrand KERMOAL, responsable de l'unité de contrôle n° 1
- Mme Catherine BOUGIE, responsable de l'unité de contrôle n° 2

- M. Christophe LEJEUNE, responsable de l'unité de contrôle n° 3
- M. Jean-Noël PIGOT, responsable de l'unité de contrôle n° 4
-

ARTICLE 39 : Demeurent réservés à la signature du préfet de la région d'Île-de-France :

- Les ordres de réquisition du comptable public,
- Les décisions de passer outre à l'avis défavorable du contrôleur budgétaire régional,
- Les conventions avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics,
- Les contrats de bail.

ARTICLE 40 : Un exemplaire du présent arrêté et les spécimens de signature des subdélégués sont adressés au comptable assignataire de la région d'Île-de-France.

ARTICLE 41 : L'arrêté IDF-2021-07-23-00002 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnement secondaire des recettes et dépenses de l'État aux agents de la DRIEETS d'Île-de-France est abrogé.

ARTICLE 42 : Le Directeur régional et interdépartemental de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Île-de-France, et les subdélégués désignés, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région d'Île-de-France, préfecture de Paris.

Fait à Aubervilliers, le 18 août 2021

Le Directeur régional et interdépartemental de
l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités,



**SIGNÉ PAR
CERTIFICAT
ÉLECTRONIQUE**

Gaëtan RUDANT